



## Sang-froid

**M**ANIFESTEMENT, parler rémunération provoque quelques aigreurs. Le groupe d'opposition à la liste majoritaire vient de le vérifier à l'occasion de la parution, quelque peu retardée, de la "Gazette à 4000" publiée par la mairie de Wissembourg.

Dans un échange de lettres relaté en instantané sur le blog, les uns et les autres ont confronté leurs arguments quant à la publication d'une tribune dont la liberté de ton et de parole serait encadrée par les *desiderata* du maire. A-t-on ou non le droit de remettre en cause les honoraires versés à un "conseiller en communication" ? Et la nervosité qui tient lieu de réponse opacifie encore le débat.

Répondant à une sorte de mise en demeure (signature nominative du texte, remise en cause de la relation de déclarations tenues en séance publique du conseil municipal), l'opposition n'est pas entrée dans le jeu de la surenchère où la mairie se proposait de l'entraîner. Et c'est très bien comme ça. Aux uns les approximations, aux autres l'exposé de la réalité qui ne devient désagréable que lorsqu'elle est tue.

Maintenant, il suffit de laisser le temps faire son œuvre, les citoyens juger, et les électeurs sanctionner, en toutes liberté et sérénité

Pumpernickel

## Immortalité

**L'**ÉPILOGUE de "l'affaire CPE" laisse tout le monde sur le carreau : le président de la République, perdu dans ses contorsions institutionnelles, le premier ministre, homme de l'exercice solitaire du pouvoir, et l'opposition, populaire et syndicale, qui n'en revient pas d'avoir fait plier un pouvoir disqualifié.

La droite, divisée, sabordant son projet, a tout fait pour diviser le mouvement, invitant les organisations syndicales ouvrières et étudiantes à des tables différentes. L'exécutif a aussi tenté d'introduire le doute et la confusion en multipliant les prises de positions contradictoires. Mais qui sont ces gouvernants persuadés de détenir les clefs de "l'emploi des jeunes", surtout et y compris contre le gré des premiers intéressés ? En agissant de la sorte, ils envisagent probablement d'atteindre l'immortalité, puisque

chacun sait que le ridicule ne tue plus. Ils en sont réduits à s'en remettre aux "bons mots du Général" en évoquant la fameuse "chienlit", parallèle étonnant avec mai 68 !

Constatons que les vrais adversaires de la droite n'étaient pas sur la gauche, socialiste et parlementaire, mais bien au sein du large rassemblement populaire et intergénérationnel qui s'est constitué. Les partis de gauche ont-ils oublié que le vote populaire ne leur est pas acquis de fait, mais qu'ils doivent le

mériter ? A part surfer sur le mouvement et se lancer dans des attaques faciles, que nous proposent-ils vraiment ?

La victime de tout cet étalage d'incompétence et d'arrogance est naturellement le pays qui aurait dû faire l'économie d'une crise forcément préjudiciable aux plus démunis d'entre nous.

POURQUOI LE CPE ?



dessin d'André Barroin

**La municipalité de Wissembourg adore les travaux ! Surtout quand ils se prolongent au-delà des limites du raisonnable, de l'admissible et de l'entendement !**

**Exemple parmi tant d'autres, le Musée Westercamp fermé pour travaux ...depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002, soit près de 1300 jours !**

Suite en pages centrales

### sommaire

sang-froid	p.1	Tchernobyl	p.6
immortalité	p.1	intelligence	p.6
municipal circus	p.2 & 3	accueil	p.7
droit de réponse	p.2	note de lecture	p.7
8 mars	p.3	résister	p.8
j' ♥ les travaux	p.4 & 5	AG société des amis	p.8

DONS/ABONNEMENTS : 1, RUE SAINT-JEAN 67160 WISSEMBOURG

Les articles publiés dans Pumpernickel peuvent être reproduits sous réserve de mention de provenance.

23 FÉVRIER 2002 – 28 AVRIL 2006  
Ingrid Bétancourt et Clara Rojas,  
séquestrées depuis 1524 jours  
Ne les oublions pas !  
[www.ingridbetancourt.com](http://www.ingridbetancourt.com)

"Pumpernickel", directeur de publication : Antoine Michon  
paraît en février, avril, juin, octobre et décembre  
dépôt légal : à parution ; n° ISSN : 1271-6332  
[pumpernickel@laposte.net](mailto:pumpernickel@laposte.net)  
<http://pumpernickel.over-blog.com> & <http://pumpernickel.blog.20minutes.fr>  
reprographié à 500 exemplaires par "medialogik"  
Husarenlager 6a – 76187 Karlsruhe  
Téléphone : (0049) 721 53 12 992 ; Télécopie : (0049) 721 53 12 993

### abonnement :

1 an, 5 numéros : 3 euros. Soutien : 6 euros

# Conseil municipal

**C'**EST SANS TRANSITION que je me suis retrouvé sur les bancs du public du conseil municipal l'autre mardi, en compagnie du chef de poste de la police municipale (!). Je rentrais de la manifestation où plus de 12 000 personnes avaient demandé le retrait du CPE. C'était joyeux, coloré, jeune, inventif et musical. D'ailleurs, c'était une bonne idée de faire le déplacement puisque 72 heures plus tard, le président de la République n'en revenait manifestement pas de lire ce que le prompteur lui dictait, et annonçait que la loi était promulguée pour ne pas s'appliquer, une première dans l'histoire législative. Le ridicule ne tuant plus, il ne lui reste plus qu'à se représenter aux élections en 2007 !

## L'ennui

Mais revenons-en au conseil qui posait l'acte majeur de l'année, c'est à dire le vote du budget. Les lecteurs du blog avaient déjà eu un avant-goût de l'affaire. Manifestement les équipiers de "roi-Pierre" ont de saines lectures tant leurs réponses tombaient comme si elles avaient été préparées en connaissance de cause. Pour ne pas abuser de votre gentillesse, chers amis de Pumpnickel, on vous fera grâce de cette énumération de "tout ce que nous allons faire dans la continuité de tout ce que nous avons fait". Tous ces chantiers, toutes ces attentions, toutes ces subventions, sans oublier évidemment le volet "social" pour "ces concitoyens que nous n'oublions pas", rien ne manquait au long développement, surtout pas le rappel que "tout a un coût" et que "le recours à l'emprunt sera réduit à sa plus stricte nécessité en ne concernant que les dépenses qui seront effectivement engagées". Nous voilà rassurés !

Petit couplet sur le grand œuvre du maître qui n'oublie pas au passage de tailler un costard sur mesure à ceux qui l'ont précédé. "Lorsque nous avons voté notre premier budget, en 1990 [il a les mêmes références que le blog de Pumpnickel, ndlr], héritant de la situation de l'ancienne équipe [dont la plupart des membres siégeait était issue, ndlr], il n'y avait que 4 millions de francs d'investissements. Actuellement, ce sont plus de 9 millions d'euros qui sont programmés. Et une ville qui investit, c'est une ville qui parie sur l'avenir". Autant dire que les autres n'étaient pas très bons.

Cette interminable intervention du président de séance qui assomme littéralement ses auditeurs a été aussi l'occasion d'un discours intarissable sur...

# à propos d'un "droit de réponse"

**L**A LIVRAISON (tardive) de la dernière "gazette à 4000" inaugure un genre nouveau, celui d'un étrange "droit de réponse" d'un comité éditorial rebaptisé "la municipalité" qui s'arroge le dernier mot d'une tribune de l'opposition qu'elle entend bien maîtriser puisqu'elle la tolère. Interloqué par le procédé, le service juridique de Pumpnickel est allé glaner quelques informations et vous les livre, de façon à remettre les choses à leur vraie place, quitte à appartenir au camp de ces "certains qui se plaisent à alimenter des polémiques stériles".

## Le droit de réponse

Toute personne, physique ou morale, désignée dans un journal ou un écrit périodique peut exercer son droit de réponse. Il n'est pas nécessaire qu'elle ait été expressément nommée, il suffit qu'elle soit clairement identifiable. Le droit de réponse est un droit général et absolu, indépendant du contenu même de l'information et peut donc être exercé non seulement lorsque l'expression qui désigne une personne ou une institution comporte des critiques, des diffamations ou des injures mais également lorsqu'elle contient des éloges ou qu'elle est exempte de toute erreur ou inexactitude. [...] Sur le plan formel, le droit de réponse doit avoir été adressé au directeur de publication ou au gérant et la réponse doit être publiée à la même place et dans les mêmes caractères que la mise en cause. Elle doit être reproduite intégralement sans qu'il y soit rien ajouté ni rien retranché et elle sera limitée à la longueur de l'article qui la justifie, dans une fourchette comprise entre

50 lignes au minimum et 200 au maximum. Elle devra être insérée gratuitement et, sous peine d'amende, dans les trois jours qui suivent sa réception ou à défaut dans le plus prochain numéro de la publication. En période électorale, ce délai est ramené à 24 heures [informations recueillies sur le site de l'union syndicale des journalistes CFDT].

## Les choses à leur vraie place

Comme on le constate à la lecture de ces quelques lignes, "la municipalité" n'a pas à user de son "droit de réponse" pour s'en prendre à une tribune qu'elle juge [en fonction de quels critères ?] déplacée. La seule chose à faire dans ce cas, c'est, à la limite, de publier un encart signé ndlr pour éventuellement indiquer au lecteur que ce qui précède ne se situe pas dans la ligne éditoriale de la publication. Et ça suffit largement.

Pour le reste, on se réglera de la conclusion signée de "la municipalité", livrée brute de décoffrage :

*"Formulons [sic] le vœu qu'à l'avenir, le débat démocratique puisse retrouver ses sources d'inspiration qu'il n'aurait jamais dû quitter : celui [sic] des dossiers, des projets et propositions concernant notre ville."*

Au-delà des acrobaties de formulation, doit-on en conclure que s'intéresser à la façon dont les deniers publics sont dépensés pour "communiquer pour mieux informer" ne concerne pas la ville et n'est pas un dossier ? Et que s'interroger sur l'emploi de dizaines de milliers d'euros ne relève que du dénigrement systématique ? Chacun appréciera.

l'augmentation de la redevance "ordures ménagères" ...qui ne relève plus de la commune de Wissembourg. Non seulement ça n'avait pas lieu d'être, mais en plus le télescopage des taux et montants rendait l'ensemble totalement incompréhensible, ce qui était peut-être l'objectif, allez savoir. Pas étonnant qu'après cela, l'opposition complètement groggy n'ait pas disposé de toutes ses ressources pour faire part de critiques, comme c'est son rôle.

Une fois n'est pas coutume, et après une heure et demie de patience, le moment était venu de laisser Monsieur à ses réparties sur un ton que l'on voudrait badin et faussement amusé. Pour faire bonne mesure, on a quand même eu droit au rituel "Monsieur Bordier, soyez sérieux !" [à 18h55] qui précédait un cours de finances publiques dont on sentait qu'il était par-

faitement maîtrisé par celui qui jouait au professeur. Il s'est même cru obligé de souhaïter qu'une formation soit organisée par une personne étrangère à la mairie à destination des conseillers municipaux. On pense déjà au conseiller maison en communication, il a tout à fait le profil.

Tout cela se passe face à une majorité mutique qui acquiesce ou feint de s'emporter mollement lorsque l'opposition tente d'aborder la question, restée sans réponse, des indemnités versées aux élus, "méritées" dit le maire, car "ce sont des gens qui travaillent, assistent à d'innombrables réunions, rencontrent des décideurs, traquent la subvention" et sillonnent le terrain municipal "à l'écoute de la population."

Comme on le voit, rien de très nouveau sous le soleil.

**L**E "PREMIER MAGISTRAT" s'est un peu emmêlé les crayons lorsqu'il a voulu rappeler la situation qu'il avait trouvée en 1989. Il suffit de se pencher sur les tablettes de la PLR de l'époque, et en particulier lorsqu'elle a abordé le vote du budget dans son édition du 14 mars 1990.

Citons : « *Le budget principal, en augmentation de 19%, a été adopté à 45 millions de francs (6,8 millions d'euros, ndlr), dont 31 millions de fonctionnement. [...] Le budget investissement fait un bond de 50%, passant à 13,7 millions de francs (2 millions d'euros, ndlr) appelant un emprunt de 3,9 millions de francs (585 000 euros, ndlr).* »

On est alors bien loin des 4 millions de francs annoncés publiquement l'autre soir, mais qui l'a vraiment entendu ? Et cela a-t-il tenu "en l'état" et fera-t-il l'objet d'un démenti par l'intermédiaire d'une lettre recommandée adressée à Pumpnickel ? En tout cas, il a bien été affirmé qu'il y avait 4 millions d'investissements, une somme dérisoire, surtout si on la convertit en euros comme cela a été fait le 28 mars, c'est à dire environ 600 000 euros !

## Quelques perles

Il y en a eu quelques-unes qui manifestent, à l'instar de celles d'un premier ministre qui confond "décision" et "démission", une certaine nervosité à affronter le public.

■ "Un budget suit une suite de budgets." Et on allait ajouter qu'on était tenté de l'ajouter...

■ à propos de l'augmentation des taux : "La taxe professionnelle représente les trois quarts des revenus de la commune. On augmente les taux des deux tiers de l'inflation pour obtenir la même masse globale." Ce qui a amené le porte-plume de la PLR, adepte de l'euphémisme, à qualifier tout cela de "pas toujours évident".

■ "Il faut prioriser les dossiers entre les dossiers prioritaires." Quand on entend que le français manque de ressources...

Il y en a eu d'autres, mais il est possible que l'acoustique approximative de la salle soit en cause. On les garde donc pour la prochaine fois.

## Comparaison n'est pas raison

Ne laissons pas passer le couplet sur les hausses des taux. Les avis d'imposition, et les notes qu'elles recèlent vous apprendront que les bases de calcul sont automatiquement relevées chaque année pour compenser l'inflation (voir n°42 de Pumpnickel). Il n'est donc pas néces-

saire de le faire puisque la loi de finance s'en charge.

Il n'est pas non plus honteux d'avoir besoin d'argent pour financer des équipements collectifs, et de décider une hausse des taux qui vient alors en supplément.

Ce qui est gênant par contre, c'est cette insistance à dire et faire dire que "nous n'augmentons les taux que des deux tiers de l'inflation", que notre héros chiffre cette fois à 1,6% [alors qu'il déclarait devant le SMICTOM que « l'augmentation de l'ordre de 2,8% répercutée sur les usagers n'en est pas une, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie », allez comprendre]. La réalité tient dans la comparaison des taux ces 16 dernières années (période 1990 / 2006) :

Taxe d'habitation : de 10,89% à 13,88%

Taxe foncière : de 10,66% à 13,58%

Foncier non bâti : de 47,10% à 59,95%

Taxe professionnelle : de 8,60% à 10,81%.

+ 27%, ça, c'est la réalité !

## Interrogation

Il est permis de s'interroger sur cette climatisation qui va être installée dans la nouvelle maison de l'enfance (85 000 euros). En commission des finances, le 1er adjoint a expliqué que le système prévu (ouverture des fenêtres la nuit pour rafraîchir le bâtiment) ne pouvait être mis en œuvre car des animaux pourraient s'introduire dans des locaux au rez-de-chaussée. Changement de cap l'autre soir où "on" nous dit que la climatisation avait été prévue mais que le médecin l'avait déconseillée. Alors, que croire ? À chacun de se faire son idée sur la question, mais question économies d'énergie et prévision, ça ne fait pas vraiment professionnel.

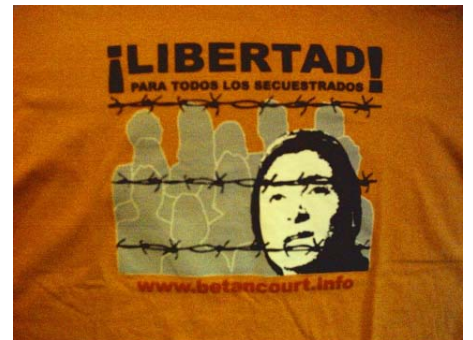
## Indemnités

Ce sont les chapitres 6531 à 6536, et on aboutit à 162 500 euros pour le maire et les adjoints, soit 2,23 fois (!) de ce qui est versé au CCAS (centre communal d'action sociale), gratifié de 73 000 euros destinés à résoudre les difficultés financières de près de 80 familles. Comme Pumpnickel n'est pas cruel, il recommande à chacun d'en tirer ses propres conclusions en ne se privant pas d'aller à la mairie consulter le document qui est public, puisqu'il s'agit d'argent public.

Le vote d'un budget est un acte politique majeur qui traduit des choix de société fondés sur une idéologie que l'on a (encore, mais pour combien de temps ?) le droit de ne pas partager.

**C**HACUN a pu s'extasier devant les 6 portraits mis en en place par "Monsieur Mildeussan" sur la façade de la mairie. Il s'agissait d'honorer les femmes, un thème largement abordé ...sous forme photographique en dernière page de la "gazette à 4000". Il n'y a évidemment rien à redire à cela, surtout si l'on sait que c'est "Monsieur Mildeussan" qui a fait tout ce travail et qu'il aura été rémunéré pour cela. Quel bénévole, même talentueux, aurait pu obtenir un résultat aussi brillant ?

Pour sa part, Pumpnickel s'intéresse aux damnées de la Terre, et en particulier à celles qui paient de leur santé et de leur vie des "coutumes" barbares et mutilatrices qui les mettent en position de sujétion par rapport à la petite moitié de l'humanité [car on oublie trop que plus d'un Homme sur deux est une femme].



Actuellement, **Ingrid Bétancourt** et **Clara Rojas** subissent, comme des milliers d'autres otages, le calvaire de la séquestration et sont l'objet d'un sinistre chantage. Dans **1573 communes de France**, il s'est trouvé un maire et un conseil municipal pour les faire citoyens d'honneur de la ville, au même titre que leurs compagnes et compagnons d'infortune. Vous ne trouvez pas qu'on aurait pu distraire quelques instants d'un ennuyeux conseil municipal ou d'une "conviviale" inauguration d'exposition pour leur accorder quelques minutes d'attention ? Comme dirait l'autre, "et une fois qu'on a dit ça, qu'est-ce qu'on fait ?" Il n'empêche que l'amateur de "signal fort" aurait pu se targuer d'avoir pensé à autre chose que de prendre la pause pour la photo.

Alors, en attendant qu'il se rattrape (peut-être), Pumpnickel vous propose de rejoindre le comité de soutien aux séquestré-e-s (en vous connectant au site [www.ingridbetancourt.com](http://www.ingridbetancourt.com)).

# Une ville qui aime les travaux !



ÉPISEME tragi-comique de l'ajournement des travaux rue de la Gare / allée des ex-Peupliers a amené Pumpernickel à promener cette fois son appareil photo sur

le front des pelleteuses. On sait que la mairie voue à ce type d'engin une sorte de culte, en particulier depuis que c'est l'une d'entre elles, et de quelle taille, qui a réduit en poussière l'un des bâtiments de l'ensemble des casernes Abel-Douay [Il n'est pas inutile de rappeler, une fois de plus, qu'à l'époque, l'actuel adjoint aux permis de construire, et historien amateur à ses heures, avait pris la tête des opposants à la démolition. Il faisait signer, en pleine fête de Pentecôte, des pétitions pour mettre fin au sac. Après une mandature d'essai, il a été gratifié d'un poste où il montre qu'il a su "évoluer"]. Après des mois d'attente, le travail a repris pour faire du "secteur Gare" l'une des réalisations de référence de l'actuelle majorité municipale qui qualifie ce remue-ménage d'investissement. Comme on le verra, la précipitation n'est pas toujours à l'ordre du jour, et les incantations au "développement durable", un concept qu'ils feraient mieux de creuser avant de l'invoquer car tout montre qu'ils n'y ont absolument rien compris et qu'ils en restent la plupart du temps au niveau des mots, sans même jamais passer la porte du laboratoire d'idées.

## Observons-les !

Il n'est bien sûr pas question de leur donner quoi que ce soit comme idées nouvelles : elles seront exposées par la liste de renouveau qui présentera aux Wissembourgeois un vrai projet pour une ville qui leur sera enfin rendue quand l'heure de l'alternance aura sonné. Mais il est nécessaire de marquer chaque jour pour que la mémoire collective sache bien identifier qui a fait quoi, au nom de quoi et au profit de qui.

Il y a ce qui traîne le plus : le "chantier du musée" qui occupe la mairie depuis plus de 15 ans. Bilan : fermeture des lieux depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002 (!) avec les bruits les plus divers qui courent sur l'issue du surplace. Mention de lenteur aussi pour les terrains de tennis. Pour la nouvelle caserne des pompiers ou le collège, c'est le refus des énergies renouvelables, au grand dam des utilisateurs !

Et ce qui ne traîne un peu moins, comme "l'aire d'accueil" des Gens du voyage (rendez-vous page 7).

Pendant ce temps-là, des routes, des arbres abattus, du goudron répandu, des hectares imperméabilisés, un équilibre rompu, des fantômes de "ville moyenne", la totale !



Tous ceux qui sont attachés à cette maison sont maintenant inquiets en plus d'être consternés.

## 1<sup>er</sup> prix

Notre musée, le legs de Monsieur Westercamp, dont les collections devaient être offertes aux Wissembourgeois.

Fermé depuis **1262 jours !** (au 28/04/06)

Pourquoi aucune communication n'est-elle faite au sujet, en dehors de propos convenus délayés par la "gazette à 4000" ?

## Terrains de tennis



Cet espace vous a déjà été présenté (Pumpernickel N°40), mais les panneaux nous annonçant l'affaire ne trônaient pas encore sur place.

En haut à gauche, on est rue Vauban sur le chantier de la nouvelle caserne des pompiers. Il ne s'agit assez évasivement que de l'annonce d'un "transfert" d'un lieu à l'autre. Transférons-nous donc sur le "site retenu".

Là c'est la surprise avec l'annonce de la première tranche de la construction de 3 courts annoncée pour 2005. La photo a été faite il

y a quelques jours, et nous avons déjà passé le 1<sup>er</sup> trimestre de 2006 !

Mais là n'est pas le plus important. Un petit coup d'œil sur les environs donne déjà une idée de l'ampleur des dégâts.

Au nord, l'une des réalisations les plus grotesques de ces dernières années, à savoir un parc de stationnement entièrement imperméabilisé pour faciliter toujours et encore l'usage du moyen de transport le plus nuisible, qui plus est desservant un établissement scolaire, on nous aura tout infligé ! Au sud, un petit bi-

jou de nature maîtrisée depuis des générations où de vrais paysans ont préservé un biotope inestimable le long de l'une des dernières frontières vraiment naturelles d'Europe. Pourquoi s'attaquer à cela ? Cet ensemble dérange-t-il à ce point ces "aménageurs" intégristes de la croissance sauvage qu'il faille à tout prix y démarrer là encore l'un de ces "grands travaux" prétextés à la énième photo dans la "presse", de révérence ou de propagande ?

Bilan : un peu de nature en moins, un peu de bagnoles en plus.

## Gare / allée des ex-Peupliers

**A**TTENDEZ-VOUS à en lire des tonnes dans les prochaines éditions de la "gazette à 4000" car ce sera en quelque sorte la consécration de la mandature de l'actuelle majorité. Ce chantier, cet "investissement" comme ils disent sera aux années 2000 ce que "ma très grande traversée" a été à la décennie précédente. Mais qui s'en souvient encore ? Heureusement, Pumpernickel est là pour ripoliner les mémoires ! Le gag majeur des 2 millions d'euros engagés, c'est la justification avancée : des feux tricolores à remplacer ! Mais chacun sait que la répétition est l'un des ressorts de la plaisanterie, alors répétons, répétons, et répétons encore ! Comme le montrent ces quelques photos, il s'agit bien de remplacer 3 feux rouges, ben voyons !

Rendons-leur justice en reconnaissant qu'un effort est fait pour soigner la présentation des travaux avec des panneaux qui sont à la réalité ce que les statistiques de l'ANPE sont au nombre des chômeurs, c'est à dire absolument incontestables. Mais au diable la vraisemblance, il n'est pas interdit de rêver.

Ce qui est certain en revanche, c'est que les pistes cyclables n'iront pas plus loin, et que la vitrine fonctionnera à merveille pour donner l'image d'une ville qui agit pour les vélos. À quoi ça sert de faire 800 mètres de voies cyclables si c'est pour trouver des sens interdits, surveillés partout en ville par la police municipale ? Pour que ça change, il faudrait prendre des avis qui les dérangent, ils préfèrent alors s'en passer.



C'est vrai, la circulation est "modifiée" ! Et tout ça pour 3 feux rouges ! Rappelons-nous que tout sera fini en novembre 2006. Avec un tel déploiement de moyens, le résultat a intérêt à être parfait. Rendez-vous dans 9 mois, en toute objectivité.



### Courrier des lecteurs

**A**INTERVALLES RÉGULIERS, **Pumpernickel** reçoit des courriers qui l'informent de ce qui se passe en ville. La plupart d'entre eux, signés, sont à l'origine d'un contact souvent fructueux entre expéditeur et destinataire. D'autres, anonymes, comportent le plus souvent des informations à caractère diffamatoire ou susceptibles d'être reconnues comme telles par l'administration judiciaire. Compte tenu des menaces réelles qui pèsent sur cette feuille, déjà concrétisées par une action mettant en péril son existence ou risquant de ruiner financièrement son principal responsable, chacun comprendra qu'il n'est pas possible de donner suite à des allégations qui ne peuvent faire l'objet d'une enquête sérieuse. Et cela même si ces dires alimentent impressions et observations ou nourrissent la perplexité. Mais c'est la règle. On s'en tiendra par conséquent au regretté Pierre Dac qui rappelait aux lecteurs de "l'os à moelle" que les auteurs de lettres anonymes sont priés de joindre une enveloppe timbrée pour la réponse à leur démarche. Comptant sur votre compréhension, veuillez agréer, chers lecteurs, ...

**Pumpernickel**

### Transamazonienne ?

**C'**EST L'ABOUTISSEMENT de la carrière du 1<sup>er</sup> adjoint quand il endosse le costume de président de la communauté des communes. La zone industrielle sud, c'est vraiment **son affaire**, Il pourra aller s'y promener en pensant ce que la KDB a brocardé dans son sketch sur ces boîtes qui bouchent l'horizon des Wissembourgeois à défaut d'embellir leur paysage, et achèvent de donner à notre ville le caractère banal de n'importe quelle banlieue. Grâce au "dynamisme" de ces "z-élus qui se donnent corps et âme" à leur version originale de l'intérêt général, ce sera boîtes à droite et boîtes à gauche.

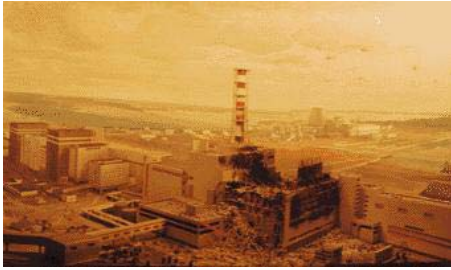
Pour l'instant, ces insupportables vergers ont été rasés, des milliers de m<sup>3</sup> de remblai ont été promenés, on trace fossés et digues, on pose conduites et câbles, bref le progrès version UMP est en marche, au nom du développement durable (défense de rigoler). Et quelques centaines de milliers d'euros auront été dépensés pour offrir un havre aux entrepreneurs créateurs d'emploi. Acceptons-en l'augure !

A-t-on le droit de s'interroger sur le prix à payer et le préjudice irréparable subi par un ensemble naturel que tant de monde nous enviait ?

"modèle wissembourgeois" :  
version locale du  
développement durable



Des commentaires ?



**L**ES PHOTOS des victimes humaines de la catastrophe de Tchernobyl sont insoutenables ! Rien à voir avec les commentaires rassurants des nucléocrates qui s'obstinent à les réduire au nombre autant dérisoire que ridicule de 32 morts en tout cas. Ceux qui en ont le courage peuvent aller faire un tour sur ce site :

[http://www.dissident-media.org/infonucleaire/special\\_tcherno.html](http://www.dissident-media.org/infonucleaire/special_tcherno.html)

### 20 ans après, la catastrophe continue.

Entre 25 000 et 100 000 «liquidateurs» sont morts, et plus de 200 000 sont invalides. Pour les populations exposées à la contamination, on estime de 40 000 à 560 000 les morts par cancers, plus autant de cancers non mortels. La centrale, qui emploie 4 000 personnes, continue de fonctionner aux 3/4 de ses capacités, le réacteur numéro 4 fuit sous son sarcophage, 3 500 personnes continuent à vivre dans la ville de Tchernobyl, la "zone interdite" est entourée de 350 km de fil de fer barbelé, des millions de personnes continuent de consommer des produits contaminés parce qu'elle ne peuvent pas faire autrement.

### Malformations en série

" A la ferme du kolkhoze Petrovski, on m'a montré un porcelet dont la tête ressemblait à celle d'une grenouille : à la place des yeux il avait des excroissances tissulaires où l'on ne distinguait ni cornée ni pupille.

En cinq ans, avant l'accident nucléaire, on n'y a enregistré que trois cas de monstruosité parmi les porcelets et pas un parmi les veaux. Un an après l'accident, il y a eu 64 monstres : 37 porcelets et 27 veaux. Dans les neuf premiers mois de 1988 : 41 porcelets et 35 veaux, le plus souvent sans tête ni extrémités, sans yeux ou côtes. Les porcelets sont exophtalmiques, ont le crâne déformé, etc. [...]."

Les Nouvelles de Moscou,  
édition française du 19/02/1989

**Ne pas oublier, s'informer**



**La supplication** - Svetlana Alexievitch  
[www.tchernobyl.org](http://www.tchernobyl.org)

**C**ES DEUX DATES sont à marquer d'une pierre blanche sur le calendrier de l'intelligence locale. Dans l'un et l'autre cas, c'est une autre conception de la vie en commun qui s'est exprimée, tournant le dos aux habitudes de suivisme qui nous sont imposées par les tenants d'une société où la concurrence et l'égoïsme présideraient à nos comportements.

### Vente de viande de porc par abonnement

C'est à une quinzaine que nous nous sommes retrouvés chez Hélène Faust pour prendre livraison de notre premier colis de 4 kg de viande. Il y en a pour tous les goûts, et c'est bon, que dis-je, c'est succulent. Il est possible de voir avec quoi sont nourries et où sont élevées les bêtes que nous allons manger.

Pour ceux qui n'auraient pas suivi, le système consiste à prendre un abonnement de 8 mois de fourniture en avançant le paiement au producteur. Cela a pour vertu de développer la confiance entre les pro-

tagonistes et de donner au producteur l'assurance d'une garantie financière et par conséquent de pérenniser sa démarche. Les retours sont enthousiastes.

Nous avons rendez-vous le 27 avril, à la **Ferme des Prés à Hatten** [h.faust@cegetel.net / tél : 03 90 55 19 48] pour notre seconde livraison dont vous aurez des nouvelles, bonnes évidemment. Vous pouvez encore vous inscrire car il y a encore de la place pour des colis "découverte", mais ne vous y prenez pas trop tard, Hélène vous remercie.

### Marché bio à Steinseltz : terres et saveurs d'Outre-Forêt

Le public s'est retrouvé tout l'après-midi 73 rue du Maire-Rupp pour rencontrer, goûter, échanger, converser, découvrir, apprendre et acheter. En tout cas, sur le coup de 17h30, il y avait du monde intéressant chez Madame et Monsieur Burger qui nous faisaient l'amitié de nous accueillir. Ambiance bon enfant, pas de bousculade, le beau temps (frais, mais il y avait du soleil), de la diversité puisque comme prévu les producteurs voisinaient fraternellement avec les associatifs. Et comme dit une bonne amie de Pumpernickel, "à voir la tête des gens, on savait qu'on était à la bonne adresse." Rassurant pour tout le monde en particulier pour les organisateurs qui avaient le sourire de ceux qui voient qu'ils n'ont pas travaillé pour rien.

À 20h00, table ronde sur le thème "PRODUIRE & CONSOMMER LOCAL" introduite par Daniel Starck qui s'est proposé d'interroger deux acteurs majeurs de la cause écologique, Raymond Durr et Alain Boos, et le conseiller général du canton, Pierre Bertrand. Autant dire que les prises de parole ont été inégales, selon que l'on est depuis 30 ans paysan "bio" et/ou militant "écolo" ou que l'on siège dans une assemblée qui gère un budget. Et cela a transpiré de l'échange

quand ont été abordées les questions de la malbouffe, des OGM, de la décroissance ou du consumérisme. Participants et public étaient majoritairement critiques vis-à-vis d'habitudes imposées par un matraquage publicitaire normatif qui nous considère comme des êtres mineurs.



La solution passe avant tout par une démarche responsable qui privilégie la proximité et le contact direct entre producteurs et consommateurs. Notre santé est en jeu parce que notre mode de vie, gaspilleur de ressources épuisables, met en péril l'équilibre fragile de la planète.

Alors un peu moins de goudron et un peu plus d'intelligence, assez des formules de "bon sens" et "raisonnables", un regard bienveillant et intéressé pour les autres, l'abandon des réflexes égoïstes et l'écoute de celles et ceux qui font preuve de courage en nous rappelant que nous sommes bien autre chose que des marchandises à négocier au moins-disant.

Rendez-vous le 3 mai 2006 à Steinseltz et les autres lers mercredi du mois



# Une ville qui aime accueillir ?



**E**N CHOISSANT de reléguer "l'aire d'accueil des Gens du Voyage" à plusieurs kilomètres du centre de la ville et de ses commodités, en pleine forêt de la Hardt, la communauté des communes a posé un acte politique de première grandeur qui doit être apprécié comme tel.

Chacun sait qu'il s'agit de populations qui ont fait un choix de vie qui n'est pas celui de la plupart d'entre nous. Et que la cohabitation est difficile du fait d'appréciations différentes des situations. Est-ce pour autant une raison d'envoyer au diable vauvert ceux qui nous dérangent ?

En bonne logique, il est normal que ce soit ce plus grand nombre qui fasse le nécessaire pour que des gens, qui sont nos compatriotes, puissent bénéficier d'aménagements à la hauteur des standards actuels. Cela veut dire, au plan matériel, offrir la possibilité de disposer au minimum de l'électricité et de sanitaires en rapport avec ce qui est proposé aux utilisateurs de terrains de camping par exemple. Au plan social, la possibilité de scolariser les enfants doit être envisageable, tout comme l'accès aux soins ou la faculté pour les services responsables d'assister ceux qui en ont besoin. Cela fait partie des devoirs d'un état envers ses ressortissants ou de ceux qui se trouvent sous sa protection. À l'évidence, la distance qui a été mise entre "eux" et "nous" rend l'exercice périlleux. Cette protection ne doit pas se cantonner aux visites régulières de la gendarmerie ou de la police municipale. Lorsqu'il y a une dizaine d'années Pumpernickel était allé discuter avec le groupe qui occupait le terrain vague allée des (encore) Peupliers, nos hôtes lui avaient fait remarquer qu'il était

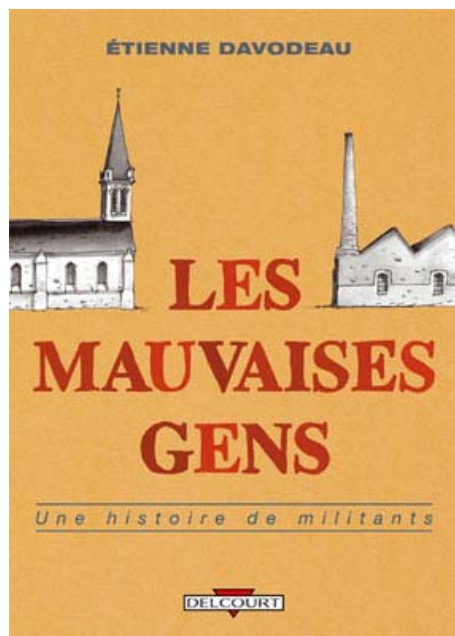
le seul à faire ce geste, en dehors évidemment des uniformes bleu marine ou des services de la mairie qui les priaient les uns et les autres de déguerpir au plus vite. Il semble que depuis la situation n'ait pas beaucoup évolué et que l'on se contente d'éloigner le problème plutôt que d'y chercher une solution autre que conflictuelle.

Ce qui est "aménagé" là-bas, dans un confort spartiate, a ému beaucoup d'entre nous, en particulier ce lecteur de Pumpernickel (et de la PLR qui s'en est fait l'écho) qui fait remarquer que les "bureaux que la communauté des communes s'est fait aménager n'ont, eux, rien de spartiate". Pour qui est allé faire un tour quai du 24-Novembre, c'est le moins que l'on puisse dire.

Comment exiger quoi que ce soit en matière de maintien en état des lieux si l'on manifeste de tels sentiments à l'égard des autres ? Si les droits ne vont pas sans les devoirs, il est de l'honneur d'une société civilisée de savoir faire une place à ceux qui ont choisi d'être différents ou en marge. Gageons que le conseil général, et singulièrement son "1er Vice-président", bailleur de fonds de l'opération et grand ordonnateur de la politique sociale départementale se fera un devoir de rappeler ville et communauté de communes à de meilleurs sentiments !



## Note de lecture



**N**E RATEZ PAS cette bande dessinée originale d'Étienne Davodeau ! Celles et ceux d'entre vous qui ont connu cette époque particulière des années 60 et 70 y retrouveront des souvenirs souvent émouvants d'un engagement politique et syndical puisant aux sources du catholicisme social, les plus jeunes découvrant un passé souvent oublié. L'auteur nous emmène sur les terres de son enfance, les Mauges, dans le Maine-et-Loire. Les campagnes s'y dépeuplent, les bourgs où les usines ont été implantées se "développent", la main-d'œuvre est consciencieuse, et le patronat joue du paternalisme et n'hésite pas à sanctionner celles et ceux qui ont l'audace de contester sa toute-puissance. C'est l'éclosion d'un autre syndicalisme qui s'appuie sur des valeurs

plus humanistes que marxistes, et qui finit par déboucher, les mêmes causes produisant les mêmes effets, sur des rapports de classe construits sur des rapports de force.

Étienne Davodeau y évoque le milieu où il est né et où il a grandi. Il raconte et dessine des événements qui lui ont été contés, puisqu'une grande partie de l'histoire se situe avant sa naissance, comme ils lui ont été rapportés, et avec l'accord des protagonistes. Il s'agit à proprement parler d'histoires de la vie quotidienne, qui ont la particularité de ne jamais avoir été rapportées. Elles sont locales, bien sûr, mais elles parlent d'individus qui, collectivement, essaient d'échapper à une condition qu'on leur impose. En cela, elles sont universelles et intemporelles. **7**

# Société des amis de Pumpernickel

## Compte rendu de l'assemblée générale

**U**NE QUINZAINE D'AMIS de Pumpernickel ont tenu à honorer de leur présence l'assemblée générale de la " société des amis de Pumpernickel " qui s'est tenue au siège de l'association, 1 rue Saint-Jean à Wissembourg, le mercredi 29 mars 2006 à partir de 19h00. Nous avons eu le plaisir d'accueillir Thomas Ermel, documentariste, qui envisage un "52 minutes" sur les "media pas pareils".

### Point sur la vie de l'association

L'année en cours a été marquée de quelques événements parmi lesquels il faut remarquer **en positif** :

- ◆ sortie de cinq numéros en 2005 (N<sup>os</sup> 38 à 42) et d'un numéro en 2006 (N<sup>o</sup> 43) ;
- ◆ fête du 11 septembre 2005 (10<sup>ème</sup> anniversaire du trublion) : 80 participants ;
- ◆ visite de France3 Alsace en octobre 2005 et passage au actualités régionales (en complément d'une interview téléphonique de France bleu Alsace) ;
- ◆ fin du paiement des amendes découlant de la procédure entamée par le maire de Wissembourg et son premier adjoint, soit près de 6 000 euros (encore merci aux 100 amis qui ont cassé leur tirelire pour faire face à la difficulté !) ;

et **en négatif** :

- ◆ assemblée générale seulement fin mars. La prochaine devra se tenir avant la fin de 2006 ;
- ◆ pas de débat public dans un contexte d'éducation populaire.

Mais globalement, et compte tenu des menaces qui continuent de peser sur un mode d'expression libre vis-à-vis des forces politiques et financières, le bilan de ces quinze derniers mois semble largement positif.

### Point financier

Le journal coûte 90 euros à imprimer, les frais d'envois s'élèvent à 60 euros, soit un total de 150 euros par numéro. Les dons et abonnements ont équilibré les dépenses de l'année, permettant aux comptes d'être largement positifs.

Les réserves tant sur le compte courant que sur le compte épargne, où une somme est mise de côté pour faire face aux entreprises hostiles lancées par les adversaires de la liberté de la presse [100 euros ont été envoyés à nos amis de l'Aiguillon que l'administration judiciaire a condamnés à des amendes correspondant à des années de fonctionnement...] permettent de faire face à des mois de fonctionnement. Quitus a donc été donné au trésorier.

### Projets

Même si cela entraîne un surcroît de travail, exécuté exclusivement par des bénévoles, le 5<sup>ème</sup> numéro de l'année verra le jour. C'est la condition de l'expression démocratique, surtout dans le contexte de rouleau compresseur qui nous est imposé. **Appel est par conséquent lancé aux collaborateurs occasionnels, ainsi qu'aux donateurs réguliers pour assurer une certaine tranquillité de fonctionnement.**

Un effort de mise en page, en particulier sous forme photographique et de dessins apparaît nécessaire aux participants qui recommandent d'aérer la présentation et de donner plus de personnalité à chaque parution. Le rédacteur en chef promet de tenir le plus grand compte de ces remarques.

La **fête de Pumpernickel** aura lieu le **10 septembre 2006** comme prévu. Ce sera comme les années précédentes un après-midi récréatif, re-créatif serait-on tenté d'écrire, qui commencera à 14h30 et sera marquée en particulier par l'intervention de **Jean-Loup Baly**, chanteur polymorphe, musicien, conteur, qui sera parmi nous pour la troisième fois. Des musiciens amis seront également de la partie. Les participants à la fête auront l'honneur d'un spectacle original qui sera joué en avant-première. Vous aurez également la possibilité de manger de la tarte flambée à partir de 17h30. Il y aura des boissons disponibles sur place pour lesquelles une participation minimale (prix unique : 50 centimes comme d'habitude) vous sera demandée.

Il a été également décidé d'éditer des cartes de membre qui seront dorénavant remises à tout donateur acquittant une cotisation supérieure au prix de l'abonnement (3 euros).

**S** Les membres présents ont ensuite eu le plaisir d'échanger avec notre invité qui a présenté son récent travail sur les agents chargés de la sécurité sur le réseau de la CTS.

## 60<sup>ème</sup> anniversaire du Programme du Conseil national de la Résistance (C.N.R.)

**A**

LORS QUE LE SOCLE des conquêtes sociales de la Libération est remis en cause, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la

France Libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre cet héritage et ses idéaux de démocratie économique, sociale et culturelle. [...]

Nous appelons à célébrer l'actualité de la Résistance [...] et proposons [...] d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais :

- Que tous, éducateurs, mouvements sociaux, collectivités publiques, créateurs et citoyens célèbrent ensemble l'anniversaire du programme du C.N.R. adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : lois sociales ouvrières et agricoles, contrôle des « féodalités économiques », droit à la culture et à l'éducation, presse délivrée de l'argent, etc. Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes, alors que la production de richesses a tant augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques et intellectuels ne doivent pas se laisser impressionner par l'actuelle dictature des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

- Que les mouvements, partis, associations et syndicats héritiers de la Résistance [...] se consacrent aux causes politiques des injustices et [...] définissent ensemble un nouveau « Programme de Résistance » pour notre siècle [...].

- Nous appelons toute la société à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent que la consommation marchande, le mépris des plus faibles, l'amnésie et la compétition à outrance. Nous refusons le contrôle des media par des intérêts privés, contrairement au programme du C.N.R. et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, [...] nous voulons dire : **« Créer, c'est résister. Résister, c'est créer. »**

### Signataires :

Lucie Aubrac, Raymond Aubrac,  
Henri Bartoli, Daniel Cordier,  
Philippe Dechartre, Georges Guingouin,  
Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-  
Valrimont, Lise London, Georges Séguy,  
Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant,  
Maurice Voutey.